

CONTRE LES
FRONTIÈRES ET
LEURS PRISONS!

VIVE LA LUTTE DES HARRAGAS!

LIBERTÉ POUR
TOUS AVEC OU SANS
PAPIERS!

~ Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout! ~

~ Des lieux pour s'organiser! ~

Le 1er mai, lors de la manifestation, Les Harragas réfugiés à la CIP-IDF et ceux restés dans le square décident de former un cortège et prennent la tête de la manif. Le soir même, ils décident avec des personnes solidaires de leur lutte d'occuper un bâtiment de la Mairie de Paris, 51 rue Simon Bolivar (19^e). Des rassemblements de soutien ont lieu devant le bâtiment pendant plusieurs jours.

Parallèlement, des négociations ont lieu avec la Mairie de Paris, celle-ci propose 120 places dans un foyer d'hébergement d'urgence. Beaucoup refusent la proposition de la Mairie car le nombre de places proposées est inférieur au nombre d'occupants et les conditions de vie (horaires stricts, surveillance, promiscuité) ne sont pas acceptables. Seule une vingtaine de personnes rejoindra le foyer d'hébergement, ils compareront le foyer à une prison.

Le 4 mai, la Mairie socialiste de Paris demande l'expulsion du bâtiment, à renfort de centaines de policiers et d'un hélicoptère, ce qui entraîne 120 gardes à vue et une dizaine d'expulsions vers l'Italie. Les autres Harragas ressortent avec un APRF (Arrêté Préfectoral de Re conduite à la Frontière). L'une des personnes solidaires arrêtées, qui déclare s'appeler M. Lampedusa, est passé en procès le 17 juin pour refus de signalétique (em preintes et photos). Le 6 mai, plus d'une centaine de personnes se rassemble au métro Couronnes aux cris de « Liberté ! Papiers ! ».

Communiqué du Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris et des occupants du 51 avenue Simon Bolivar *Lundi 2 mai*

Le Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris occupe depuis ce 1er mai à minuit l'immeuble appartenant à la mairie de Paris se situant au 51 avenue Simon Bolivar à Paris 19^eme. La mairie de Paris a plusieurs fois exprimé son soutien aux tunisiens récemment arrivés à paris. Nous vivons dehors, passons de 24 à 36 heures sans fermer l'œil, nous avons peur, nous avons froid, nous avons faim et manquons de tout les besoins fondamentaux de la vie quotidienne. **Malgré ces conditions difficiles nous restons dignes.** Le Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris demande pour nous tous au maire de Paris **un lieu pour vivre ensemble et nous organiser.** Nous resterons ici même tant qu'une solution satisfaisante ne nous sera pas proposée. **Des papiers pour circuler et vivre librement !**

Nous appelons tous ceux qui veulent nous soutenir à se rassembler devant le 51 avenue Simon Bolivar toute la journée et appelons à un rassemblement à 18h. (Métro : Belleville ou Buttes Chaumont)

Nos revendications :

Que chacun puisse entrer et sortir librement de l'immeuble et laisser rentrer le ravitaillement.

Que la police ne procède à aucune arrestation ni ici, ni sur Paris.

Un engagement de la Mairie à faire pression auprès de la Prefecture et du Gouvernement pour les papiers et contre les arrestations.

Le Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris et des occupants du 51 avenue Simon Bolivar



\$\$\$
DICTATURE OU DÉMOCRATIE,
C'EST LE CAPITALISME QUI S'ENGRAISSE!
\$\$\$

Droit de réponse des tunisiens expulsés du 51 avenue Bolivar au maire de Paris *Vendredi 6 Mai*

Après notre surprise devant la décision inhumaine prise par le maire de Paris de nous expulser avec une grande violence par la police, la situation s'est aggravée et nous avons ressenti du mépris et de l'humiliation après sa déclaration selon laquelle nous sommes des enfants sans conscience qu'il serait facile de manipuler ou d'assujettir à la domination ou la charité, à l'expulsion et la répression, le maire de la ville y rajoute insulte et humiliation.

Et pour que les choses soient claires, il est important pour nous de rappeler que :

1/ **Nous sommes les fils de la révolution** du 14 janvier de Tunisie dont vous avez chanté les louanges de liberté et de démocratie ; la répression qui persiste dans notre pays nous a fait arriver en France (patrie des droits de l'homme) et vous êtes un des premiers à nous réprimer !!!

2/ Dans votre déclaration, vous dites que le bâtiment dont vous nous avez expulsé n'était pas salubre à l'habitation, bien sûr que nous sommes dans l'attente de lieux pour s'organiser en liberté – (et Paris ne manque pas de lieux appartenant à l'ancien régime payé avec l'argent du peuple tunisien) ; mais au vu des circonstances actuelles, ce bâtiment était bien mieux qu'être à la rue sous la menace permanente de la police, du froid et de la faim, et malgré tout cela, pour une fois **nous nous sommes sentis libres dans cet immeuble du 51 avenue Bolivar.**

3/ Que nous avons été en permanence au courant des propositions que vous avez dirigé vers nous :

Au début, on nous a proposé 150 places (100 dans un immeuble et 50 dans des chambres d'hôtels pour un seul mois, éventuellement renouvelable), il nous a même été dit que nous serions libres de nous réunir et de nous consulter dans cet immeuble, et bien que cette proposition allait nous diviser et nous désolidariser, des centaines de nos camarades tunisiens étant à ce jour à la rue, dans un esprit d'ouverture et afin de montrer notre bonne volonté aux autorités, nous avons accepté la proposition. Mais quelle a été notre surprise quand quelque temps avant de se diriger vers l'hébergement que vous nous aviez proposé, une délégation que nous avons envoyé afin de vérifier le lieu ; cette délégation nous a informé après avoir discuté avec des membres de l'association Aurore qui gère l'édifice, nous avons été surpris d'apprendre que l'on pouvait rester dans l'immeuble de 18H00 à 9H00 du matin, avec un couvre-feu à 23H00, **qu'il était impossible de recevoir familles ou amis et qu'il serait impossible de se réunir pour discuter et de pratiquer notre liberté.** Cette proposition revenait à vous commercer notre liberté, notre solidarité et notre dignité en échange d'un peu de confort très relatif pour un petit groupe favorisé d'entre nous. **Cela nous a renvoyé aux pires heures du benalisme** où l'on tentait d'acheter notre dignité et notre liberté contre un peu de confort et en corrompant une minorité d'entre nous, ce régime qui nous a tellement opprimé et dont certains ont vanté les mérites ici.

4/ Enfin, 2 jours avant, des tunisiens qui avaient accepté le même type de proposition à Nice sont tombés dans un véritable piège où **la police les a raflés en bas de l'immeuble.**

Voilà, Monsieur le Maire, pourquoi comme des adultes matures et conscients, après discussion et analyse entre nous, nous avons refusé cette proposition humiliante. A l'heure où la répression continue en Tunisie, à l'heure où la Tunisie accueille 40 000 réfugiés lybiens, à l'heure où tout le monde chante les mérites des révolutions arabes dans les divans, vous, qui vous vous êtes toujours présenté comme un ami du peuple tunisien, vous qui êtes reçu depuis des décennies dans un esprit de fraternité, sans même avoir à présenter un visa, vous avez choisi d'exercer votre droit souverain de nous expluser, nous réprimer, nous livrer à l'arbitraire et à l'humiliation, c'est une chose. Mais en plus, vous nous avez humilié, calomnié en nous traitant comme des enfants immatures par voie de presse !!!

Ce temps est révolu, vive la liberté dans la dignité !

Merci Monsieur le Maire pour cette opération de répression, d'humiliation et d'insulte.

Le 7 mai, des Harragas et soutiens décident d'occuper un gymnase de la Mairie de Paris, rue de la fontaine au roi (11^e). Les jours suivants, plusieurs manifestations et rassemblements y ont eu lieu dont une qui sera marquée par une brève émeute contre la police suite à une arrestation dans le quartier.

Le 11 mai, le squat de la rue Bourdon, où dormaient plusieurs Harragas depuis l'expulsion de Bolivar, est expulsé.

Le 13 mai, une manifestation partant du gymnase occupé, parcourt le quartier de Belleville avant de se rendre sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Alors que le rassemblement est encerclé par la police, une délégation part négocier avec la Mairie de Paris, aucune proposition concrète n'en sortira et le rassemblement repartira en cortège vers le gymnase.

Le 16 mai, en parallèle à l'occupation du gymnase, plusieurs dizaines de Harragas décident avec des personnes solidaires d'occuper un foyer appartenant à l'AFTAM, un gestionnaire de foyers pour immigrés et personnes en difficulté.

**SOLIDARITÉ AVEC LA
RÉVOLTE DES MIGRANTS
CONTRE LES FRONTIÈRES !**



Le 21 mai, une manifestation est organisée à Porte de la Villette. Le cortège est arrêté par un important dispositif policier à 100 mètres du départ. Soixante-dix personnes sont arrêtées puis contrôlées au commissariat, d'où elles sortiront en fin d'après-midi. Plusieurs personnes seront blessées. Pendant ce temps, une vingtaine de personnes s'invitent à la fête de la Rose, organisée par la Mairie PS du 11ème arrondissement. L'expulsion du 51 rue Bolivar, ordonnée par la Mairie de Paris, est remise sur le tapis.

Le 22 mai, une trentaine de personnes perturbent un événement commercial pour la relance du tourisme en Tunisie devant l'Hôtel de Ville, « le Village du Jasmin », organisé en partenariat avec la Mairie de Paris. La veille au matin, une distribution de tracts y avait déjà été organisée et Delanoë y avait été apostrophé.

Le 26 mai, des policiers assiègent le foyer de la rue Bichat suite à une plainte de l'AFTAM. En quelques heures, une centaine de personnes se rassemble devant le foyer. Repoussées par la police, elles improvisent une manifestation dans le quartier.

Le 27 mai au matin, le foyer se fait expulser et 17 personnes sont placées en garde à vue. Les personnes avec papiers sortent avec des convocations pour un procès les 1er et 8 juillet, pour refus de signalétique et pour l'une d'entre elles, dégradations. Huit Harragas sont enfermés au centre de rétention de Vincennes.

Le même jour, le siège de l'AFTAM est occupé par une trentaine de personnes exigeant le retrait de la plainte pour « occupation illégale et dégradations ». La plainte est finalement retirée.

Manifestation devant laMairie de Paris, le 12 mai 2011.

Manifestation devant laMairie de Paris, le 12 mai 2011.

MANIFESTATION DES TUNISIENS DE LAMPEDUSA À PARIS *Samedi 21 mai au square de la Porte de la Villette*

Nous, collectif des tunisiens de Lampedusa, fils de la Révolution, nous avons pris la tête de la manifestation du 1er mai. Nous avons pris l'immeuble vide avenue Simon Bolivardont nous avons été expulsés violemment par la police sous l'ordre de la mairie. Plusieurs ont été expulsés en Italie, certains sont encore enfermés au centre de rétention.

Puis, nous avons pris le gymnase de la Fontaine au Roi, nous y sommes depuis le 7 mai. La mairie s'était engagée à reloger tous les occupants du gymnase, mais depuis elle a abandonné les négociations. Dans le foyer qu'elle propose à Saint Honoré nous n'avons aucune liberté : contrairement à ce qui nous a été dit, nous sommes obligés de quitter le foyer le jour. Nous devons rentrer avant 23h. Nous ne pouvons recevoir des visites. Nous dormons jusqu'à sept par chambre. Nous sommes filmés. La mairie débloque de l'argent pour les associations humanitaires, mais rien pour vivre ensemble. **Nous exigeons un lieu pour vivre et s'organiser !** Depuis que nous sommes arrivés, la police nous chasse partout où nous sommes (Quatre Chemins, Porte de la Villette, Belleville, occupation de Bolivar, etc.). **Mais nous allons continuer à nous battre.** En 2008, la France et la Tunisie ont signé un accord qui prévoit la délivrance de 9000 permis de séjour par ans pour les tunisiens. Le gouvernement a lui-même dit n'avoir accordé qu'une petite partie de ces titres de séjour et pourtant ils nous expulsent. **Nous voulons des papiers pour tous, pour travailler, pour poursuivre nos études, pour avoir accès aux soins médicaux, pour circuler et vivre librement.**

Ni police ni charité ! Un lieu pour s'organiser !

Papiers et liberté pour tous !

L'AFTAM fait expulser les harragas. *26 et 27 mai*

Depuis le 16 mai, plusieurs dizaines de harragas de Lampedusa sans logis **occupent un immeuble vide rue Bichat** à Paris-10e. Son propriétaire, l'AFTAM (gros gestionnaire de foyers, dont justement plusieurs de migrants) le laissait vide depuis quelques mois.

Hier soir, jeudi 26 mai, vers 19h40, **des dizaines de flics** (dont 6 cars de gendarmes mobiles) **ont tenté de rentrer en force** dans l'immeuble, malgré tous les documents administratifs (assurance, EDF,...) démontrant qu'il était occupé depuis près d'une semaine par ses occupants.

Sur le moment, l'AFTAM a lâché une vague promesse d'entamer une procédure, tout en refusant de « communiquer » sur la question avant vendredi. En tout cas, cette nuit, le bâtiment était toujours cerné par les flics (rue Bichat barrée des deux côtés).

L'AFTAM veut-elle se rendre complice du ministère de l'Intérieur en expulsant les occupants harragas pour les remettre à la merci des rafles ? Son slogan proclame « donner les moyens de l'autonomie », est-ce que ce serait par hasard en livrant une cinquantaine de harragas à la police ? L'AFTAM doit prendre ses responsabilités, et ce n'est pas en se cachant derrière une possible procédure express qu'elle pourra garder les mains propres !

Un foyer autogéré pour les harragas ! Des papiers pour tous ! Ni police ni charité !

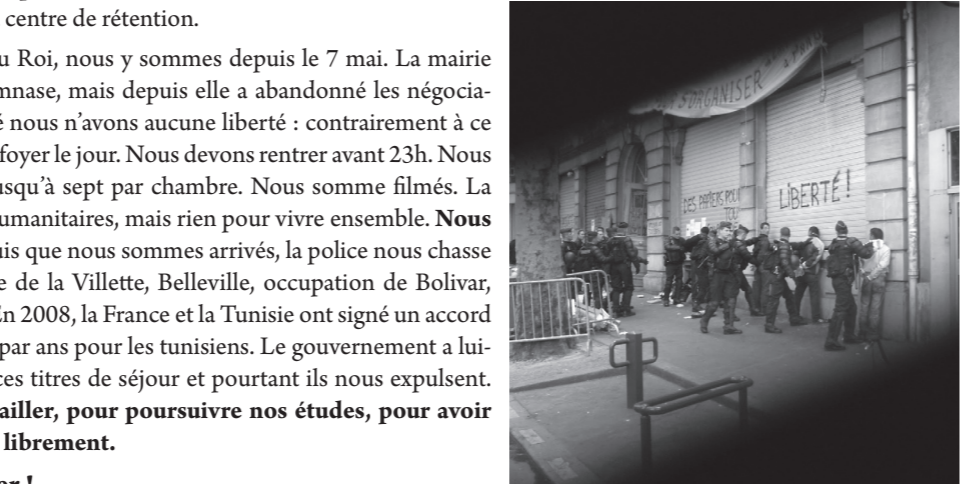
Des harragas sans-logis de Lampedusa et leurs voisins solidaires, jeudi 26 mai 2011, minuit

Vendredi 27 mai vers midi, une trentaine de harragas et solidaires ont **occupé le siège de l'AFTAM**, jusque vers 14h, **exigeant le retrait de la plainte** déposée par l'AFTAM contre les occupants du foyer 20 rue bichat expulsé quelques heures plus tôt. L'association a donc dû promettre de retirer sa plainte. Un tract a été laissé sur place avec pour titre:

«LIBERTÉ POUR TOU-TE-S AVEC OU SANS PAPIERS! L'AFTAM fait expulser les harragas. Gouvernement, mairie, bailleurs sociaux, collabos ! Indigne AFTAM !»

<div><div> </div><div>نحن جمع تونسيي لمبادوزة, أبناء الثورة, كنا في الصفوف الأولى في مظاهرة 1 ماي. إكتسحنا العمارة الشاغرة بشارع سيمون بوليفار التي أطرдна منها البوليس بعنف شديد و أين تم إقصاء البعض منا إلى إيطاليا في حين لزال البعض الآخر في مراكز الحجز. و من تم إكتسحنا الجيمناز الكائن بشارع فونتان أوروبا و لزلنا فيه منذ 7 ماي. تعهدت بلدية باريس بتوفير إقامة لكل متساكني الجيمناز و لكن لغاية اليوم لا جديد يذكر</div></div>	
<div><div> </div><div>في المبيت الذي تقترحه بلدية باريس الكائن بسان أونوراى, لا تتمتع بأي حرية: على عكس ما قيل لنا, نحن مجبورون على مغادرة المبيت طيلة النهار. لا يمكننا أن نتجاوز الساعة الحادية عشر ليلا حتى تتمكن من الدخوول إلى المبيت. لا يمكننا استقبال أي كان في المبيت. يبلغ عددا في الغرفة الواحدة 7 أشخاص. تصورنا كاميرات طيلة الوقت</div></div>	
<div><div> </div><div>توفر بلدية باريس ميزانية لتمويل الجمعيات الإنسانية في حين لا توفر أدنى شيء لتعيش مع بعضا</div></div>	
<div><div> </div><div>نطالب بمكان نعيش و نتظم فيه</div></div>	
<div><div> </div><div>منذ وصولنا إلى فرنسا و البوليس يطاردنا أينما ذهبنا (كاتر شومان, بورت دو لافيلات, بالفل, اكتساح بوليفار). و لكننا سنواصل كفاحنا</div></div>	
<div><div> </div><div>في سنة 2008 وقعت فرنسا مع تونس اتفاقية تتعهد فيها بتسليم 9000 شهادة إقامة في السنة للتونسيين و قد أدلت الحكومة الفرنسية بأنها لم تسلم إلا عددا صغيرا من هذه الشهادات و لزلالت تقصينا من فرنسا</div></div>	

مظاهرة أمام مقر الجيمناز الكائن بشارع فونتان أوروبا, 7 ماي 2011



حرافقة

الحرية

مظاهرة أمام مقر الجيمناز الكائن بشارع فونتان أوروبا, 7 ماي 2011

Nous, Collectif des tunisiens de Lampedusa, fils de la Révolution, nous avons pris la tête de la manifestation du 1 mai. Nous avons pris l'immeuble vide rue Simon Bolivar dont nous avons été expulsé violemment par la police (certains ont été expulsé en Italie et certains sont encore en rétention). Puis nous avons pris le gymnase rue de la Fontaine au Roi. Cela fait 6 jours que nous sommes là. Il y a deux jours la mairie s'était engagée à reloger tous les occupants du gymnase mais depuis nous n'avons aucune réponse. La mairie nous laisse pourrir. Nous exigeons une réponse !

<div><div> </div><div>Nous exigeons un lieu pour vivre et pour s'organiser et des papiers. Ça semble impossible ?</div></div>	
<div><div> </div><div>En Tunisie, nous avons déjà fait l'impossible, nous avons fait la Révolution et maintenant nous accueillons les Libyens et comment sommes-nous accueillis ici?</div></div>	
<div><div> </div><div>Le collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris Occupant pour l'instant le gymnase du 100 rue de la Fontaine au Roi M° Belleville ou Couronnes</div></div>	

Perturbation du «village du Jasmin»

Dimanche 22 mai (et la veille) se tenait sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris le « village du Jasmin ». En fait une opération publicitaire organisée par la mairie et l'office du tourisme tunisien pour vendre la Tunisie aux promoteurs

et aux touristes. Peu avant 16h, une cinquantaine de harragas et de personnes solidaires se sont invités dans cette opération de com' pour la perturber. « Papiers, Liberté », « solidarité avec les sans-papiers », « Delanoë, premier des Benalistes » et autres slogans ont parcouru les stands, tandis que le tract ci-dessous était distribué. Enfin, malgré le harcèlement et la pression physique des vigiles, nous avons réussi à faire notre petit tour avant de nous aller, comme nous étions venus, tous ensemble.

Coups de soleil pour les touristes, Coup de matraque pour les révoltés.

L'Etat français a soutenu le gouvernement de Ben Ali jusqu'à la dernière seconde, et continue auourd'hui d'apporter son soutien au nouveau gouvernement, pour défendre les mêmes intérêts économiques. Al'heure où la révolte continue en Tunisie et où la répression ne cesse de s'abattre, les metros parisiens et les journaux nous inondent de publicités vantant le retour au calme en Tunisie, et, comble du cynisme, ces publicitaires trouvent leur inspiration dans la répression sanglante de la révolte tunisienne : « Il paraît qu'en Tunisie les balles fusent », illustré par un terrain de golf, une autre affiche nous propose d'aller se détendre face à une mer d'huile, tandis que des centaines de bateaux quittent ces mêmes côtes pour l'Europe. S'ils ont la chance d'éviter le harcèlement des gardes-côtes ou de ne pas couler en mer, les seuls hôtels auxquels ces milliers de migrants peuvent prétendre sont des centres de rétention, des camps gérés militairement ouverts pour l'occasion ou des foyers gérés par des associations humanitaires grassement rémunérées décrits par leurs occupants comme des prisons. Ils sont de plus chassés quotidiennement par la police dans la rue. Et si les touristes décident eux-mêmes quand partir et combien de temps jouir de leurs vacances, les Etats européens se réservent le choix du peu de migrants qu'ils gardent et du reste qu'ils jettent, au travers d'expulsions quotidiennes.

Ce week-end, place de l'Hôtel de Ville, on admire la vitrine de la complicité à la guerre et à l'exploitation, sous couvert de solidarité économique.

Aux côtés des harragas en lutte, Ni tourisme, ni frontières, Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout !

نحن تجمع تونسيي لمبادوزة, أبناء الثورة, كنا في الصفوف الأولى في مظاهرة 1 ماي. إكتسحنا العمارة الشاغرة بشارع سيمون بوليفار التي أطرдна منها البوليس بعنف شديد و أين تم إيقاف البعض منا في حين لزال البعض الآخر في مراكز الحجز. و من تم إكتسحنا الجيمناز الكائن بشارع فونتان أوروبا و لزلنا فيه منذ ستة أيام. مر يومان منذ تعهدت بلدية باريس بتوفير إقامة لكل متساكني الجيمناز و لكن لغاية اليوم لا جديد يذكر. بلدية باريس تتركنا للتعفن.

نحن نطالب بإجابة نحن نطالب بمكان نعيش فيه و نتنظم فيه و نطالب بأوراق هل هو من الشيء المستحيل؟ في تونس تمكنا من تحقيق المستحيل, قمنا بثورتنا و الآن نستقبل الثوار الليبيين, و كيف تستقبلوننا هنا ?

تجمع تونسيي لمبادوزة بباريس المتواجدين حاليا بالجيمناز الكائن ب 100 شارع فونتان أوروبا, ميترو بالفيل أو كورون لتنتطق معا في مظاهرة.

مظاهرة أمام مقر الجيمناز الكائن بشارع فونتان أوروبا, 7 ماي 2011

Nous, Collectif des tunisiens de Lampedusa, fils de la Révolution, nous avons pris la tête de la manifestation du 1 mai. Nous avons pris l'immeuble vide rue Simon Bolivar dont nous avons été expulsé violemment par la police (certains ont été expulsé en Italie et certains sont encore en rétention). Puis nous avons pris le gymnase rue de la Fontaine au Roi. Cela fait 6 jours que nous sommes là. Il y a deux jours la mairie s'était engagée à reloger tous les occupants du gymnase mais depuis nous n'avons aucune réponse. La mairie nous laisse pourrir. Nous exigeons une réponse !

<div><div> </div><div>Nous exigeons un lieu pour vivre et pour s'organiser et des papiers. Ça semble impossible ?</div></div>	
<div><div> </div><div>En Tunisie, nous avons déjà fait l'impossible, nous avons fait la Révolution et maintenant nous accueillons les Libyens et comment sommes-nous accueillis ici?</div></div>	
<div><div> </div><div>Le collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris Occupant pour l'instant le gymnase du 100 rue de la Fontaine au Roi M° Belleville ou Couronnes</div></div>	

Perturbation du «village du Jasmin»

Dimanche 22 mai (et la veille) se tenait sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris le « village du Jasmin ». En fait une opération publicitaire organisée par la mairie et l'office du tourisme tunisien pour vendre la Tunisie aux promoteurs

et aux touristes. Peu avant 16h, une cinquantaine de harragas et de personnes solidaires se sont invités dans cette opération de com' pour la perturber. « Papiers, Liberté », « solidarité avec les sans-papiers », « Delanoë, premier des Benalistes » et autres slogans ont parcouru les stands, tandis que le tract ci-dessous était distribué. Enfin, malgré le harcèlement et la pression physique des vigiles, nous avons réussi à faire notre petit tour avant de nous aller, comme nous étions venus, tous ensemble.

Coups de soleil pour les touristes, Coup de matraque pour les révoltés.

L'Etat français a soutenu le gouvernement de Ben Ali jusqu'à la dernière seconde, et continue auourd'hui d'apporter son soutien au nouveau gouvernement, pour défendre les mêmes intérêts économiques. Al'heure où la révolte continue en Tunisie et où la répression ne cesse de s'abattre, les metros parisiens et les journaux nous inondent de publicités vantant le retour au calme en Tunisie, et, comble du cynisme, ces publicitaires trouvent leur inspiration dans la répression sanglante de la révolte tunisienne : « Il paraît qu'en Tunisie les balles fusent », illustré par un terrain de golf, une autre affiche nous propose d'aller se détendre face à une mer d'huile, tandis que des centaines de bateaux quittent ces mêmes côtes pour l'Europe. S'ils ont la chance d'éviter le harcèlement des gardes-côtes ou de ne pas couler en mer, les seuls hôtels auxquels ces milliers de migrants peuvent prétendre sont des centres de rétention, des camps gérés militairement ouverts pour l'occasion ou des foyers gérés par des associations humanitaires grassement rémunérées décrits par leurs occupants comme des prisons. Ils sont de plus chassés quotidiennement par la police dans la rue. Et si les touristes décident eux-mêmes quand partir et combien de temps jouir de leurs vacances, les Etats européens se réservent le choix du peu de migrants qu'ils gardent et du reste qu'ils jettent, au travers d'expulsions quotidiennes.

Ce week-end, place de l'Hôtel de Ville, on admire la vitrine de la complicité à la guerre et à l'exploitation, sous couvert de solidarité économique.

Aux côtés des harragas en lutte, Ni tourisme, ni frontières, Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout !

Le 28 mai, des Harragas tunisiens ainsi que des personnes solidaires forment un cortège dans la manifestation contre le racisme. Une banderole « Ni police, ni charité, un lieu pour s'organiser » rassemblera plus d'une centaine de personnes.

Le soir même, une trentaine de personnes manifeste devant le centre de rétention de Vincennes où sont enfermés, notamment, les Harragas de la rue Bichat. À l'extérieur et à l'intérieur du centre, résonnent les cris de « Liberté ! ».

Les jours qui suivent leur enfermement, des feux d'artifice de solidarité ont lieu devant le centre. Tous les Harragas de la rue Bichat seront finalement libérés avec des APRF.

Le 31 mai, une trentaine de personnes du gymnase de la Fontaine au Roi commencent l'occupation d'un bâtiment rue Botzaris appartenant à l'Etat tunisien et où, pendant la dictature, siégeait la police de Ben Ali à Paris. Parallèlement, la mairie met en place un système de liste pour l'entrée des Harragas dans le gymnase, des cartes nominatives sont distribuées à une centaine d'entre eux, et plusieurs dizaines de vigiles en contrôlent l'accès, qui devient interdit à tous ceux ne disposant pas de cette carte. Le gymnase est désormais fermé de 10h à 18h, ses occupants doivent également rentrer avant 22h.

Le 6 juin au matin, trois voitures de la Sécurité de la ville de Paris ont entièrement cramé devant la Direction de la Prévention et de la Protection, dans la bien nommée rue Roty (15e). Cette action est en solidarité avec les expulsés de Bolivar (certains ont été déportés), contre la gestion policière du gymnase et insiste sur la collaboration de la Mairie de Paris avec la préfecture de police.

Le 7 juin, alors qu'environ 70 personnes occupent le bâtiment de Botzaris, la préfecture, appuyée par les autorités tunisiennes, expulse ses habitants du lieu. Après un contrôle d'identité, les Harragas, sortis du commissariat, réinvestissent de suite le bâtiment.

Le 11 juin, une trentaine de harragas et de solidaires perturbent le salon de l'immobilier tunisien à Paris.. «NI BUSINESS, NI FRONTIÈRES!»

Le 16 juin, les occupants de Botazris sont de nouveaux expulsés. Beaucoup finiront au CRA de Vincennes. Des soutiens sont menacés de mort par des types louches (police politique du RCD?), des traques, des rafles ont lieu aux Buttes Chaumont les jours qui suivent.

